

RAPSE

Réseau d'Action Promouvoir Sécuriser l'Emploi

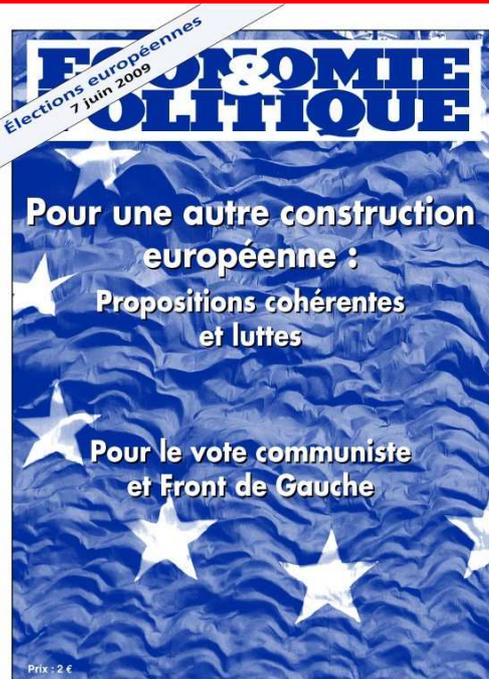
La Lettre

N° 61
19 mai
2009

Patrick Le Hyaric, tête de liste «front de gauche», a présenté la brochure

d'« Economie et Politique » pour les élections européennes

(Voir en page 2)



Le 28 mai, pour répondre à la crise

Les députés communistes déposent

3 textes de loi

**soutenus par les salariés en lutte
devant l'Assemblée Nationale**

(voir page 3/4)

Pour une autre construction européenne. Propositions cohérentes et luttes

Vendredi 15 mai, Patrick Le Hyaric, tête de liste du Front de gauche en Île-de-France aux élections européennes a présenté à la presse la brochure « Pour une autre construction européenne. Propositions cohérentes et luttes » éditée par la revue Economie et Politique : « un texte argumenté, précis et documenté » pour permettre, tout à la fois, de dégager des propositions pour une autre Europe comme pour ouvrir des perspectives aux exigences portées par les luttes actuelles.

Cela, alors que l'on tente d'enfermer le débat en tentant d'assimiler toute critique de la construction actuelle de l'Europe à un refus de celle-ci. Ce qui reviendrait, note Patrick Le Hyaric, à caricaturer et réduire les opinions entre celles qui seraient « *pour la France ou contre elle au moment de l'élection de nos députés* ». Or, ce qu'attendent les citoyens, **c'est un débat de propositions cohérentes contre cette Europe de la concurrence libre et non faussée au service de la finance qu'ils ont rejetée au référendum de 2005.**

Qu'il s'agisse de l'idée d'une sécurisation de l'emploi et de la formation au lieu du choix de la « flexisécurité » au cœur des politiques actuelles de l'union européenne, c'est-à-dire beaucoup de flexibilité et de précarité pour une dose homéopathique de sécurité, ou encore celle de biens communs de l'humanité, allant de l'éducation à la santé, des transports à l'argent et à la monnaie, ou encore d'une Banque centrale européenne au service de l'emploi et de la formation au lieu de son asservissement aux marchés financiers, voilà les débats attendus par les citoyens mais que refusent d'engager les partis dominants quitte à inciter à l'abstention massive.

En effet, il ne suffit pas de hausser le ton sur le social comme le fait le PS à l'occasion de cette élection européenne, ou de garder un ton protestataire comme le NPA qui néglige la question des institutions et des pouvoirs. **Il faut poser la question des moyens financiers, et, au delà, de leurs critères d'utilisation, du rôle des institutions mais aussi des pouvoirs nouveaux nécessaires pour que les salariés s'invitent dans les décisions.**

De leur côté, les syndicalistes confrontés aux conséquences des choix axés sur la seule rentabilité au service des actionnaires ont montré combien les décisions de la Banque centrale européenne et des institutions européennes avaient un impact sur la vie quotidienne des salariés.

- Ceux de la SNECMA ont dénoncé, la BCE qui, avec son euro fort, incite les grands groupes comme Safran – SNECMA à délocaliser leur production dans la zone dollar. Conséquence :

alors que la recherche et le développement de pièces essentielles aux futurs moteurs d'avions ont été possibles en mobilisant le savoir faire des salariés Snecma Gennevilliers avec l'appui de subventions publiques, la direction refuse de les produire en France en accordant un contrat d'exclusivité de 20 ans pour leur production à une entreprise américaine compromettant ainsi l'avenir du site de Gennevilliers.

- Eric Roulot, responsable syndical EDF au moment de l'engagement du processus de libéralisation du service public en 1996 et candidat communiste sur la liste du Front de gauche, a rappelé les conséquences très lourdes de cette privatisation partielle : la disparition de milliers d'emplois, et la dégradation des conditions de travail et de la qualité du service pour les usagers, avec les hausses considérables de tarifs.

- Une salariée du groupe d'assurances Axa a montré la nécessité de la démocratie dans l'entreprise, de l'intervention des salariés et de la maîtrise de ces énormes masses financières, enjeu de la protection sociale, face à la boulimie des actionnaires de ces entreprises.

- Paul Boccarda a **rappelé la nécessité d'articuler les objectifs sociaux, les moyens financiers et leurs critères d'utilisation, les institutions et les pouvoirs des salariés.**

Les objectifs sociaux doivent viser une progression sur 3 fronts : la sécurité emploi formation avec une mobilité de progression, la protection sociale avec la contribution de la finance mettant fin au gachis de l'accumulation financière et à la spéculation, le développement des services publics. Les moyens financiers avec un autre crédit et le rôle crucial de la BCE pour des taux bonifiés dès lors qu'il s'agit d'investissements touchant à la recherche, l'emploi, la formation, la création des Fonds régionaux et nationaux en lien avec les luttes et le droit de saisine des salariés.

Enfin, les institutions avec plus de pouvoir pour les parlements européen et nationaux et ces nouveaux droits des salariés pour faire des contrepropositions avec une instance d'arbitrage comme l'a proposé Yves Dimicoli, qui serait de même type que les tribunaux prud'homaux.

Pour répondre à la crise, Les députés communistes créent L'ÉVÈNEMENT

— Le 26 mai, des millions de salariés seront, à nouveau, dans l'action à l'appel des centrales syndicales unies.

- **Le 28 mai** les parlementaires communistes et du Parti de Gauche défendront **trois propositions de loi** (voir page suivante) visant notamment
 - à interdire les licenciements dans les entreprises qui font du profit, qui ont dégagé des bénéfices, constitué des réserves distribué des dividendes ou reçu des aides publiques,
 - à reconnaître de nouveaux droits aux salariés à l'entreprise,
 - à porter le smic à 1600 euros, à augmenter les impôts pour les contribuables les plus riches et créer un pôle public financier.

Un paquet social et économique, à l'opposé du paquet fiscal de Nicolas Sarkozy, pour répondre à la crise.

Ce sont 3 lois pour changer nos vies

Loin de se contenter d'une gauche de témoignage ou de renoncement, les parlementaires communistes, par cette initiative, revendiquent une gauche qui ouvre l'espoir.

Le 28 mai, à l'Assemblée nationale, on peut:

- Arrêter le scandale de l'argent facile
- Répondre aux urgences
- initier une nouvelle donne économique et sociale

Le 28 mai, pour tous les parlementaires, il est possible de passer des belles paroles aux actes, il est possible de passer de l'antisarkozysme verbal à des mesures concrètes pour combattre sa politique.

RASSEMBLEMENT

Jeudi 28 MAI – de 12 à 14h -

PARIS place E. Herriot (métro Assemblée nationale)

- **Avec Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF et les parlementaires communistes et du Parti de Gauche -**
- **Patrick Le Hyaric, tête de liste du Front de Gauche en Ile de France –**
- **des délégations de salariés d'entreprises en lutte (Caterpillàr, Célanèse, Continental...)**
- **De nombreux syndicalistes ont signé l'appel pour soutenir ce rendez-vous de lutte**

Ce qui est vrai pour la France, l'est aussi pour l'Europe. Pour être bien défendus à Bruxelles et en finir avec les directives libérales, les citoyens ont besoin d'élus combattifs prêts à porter le fer contre les partisans du « Tout- Marché ». **C'est le sens du vote pour les listes du Front de Gauche le 7 juin.**

UNE AUTRE LOGIQUE POUR COMBATTRE LA CRISE

Les députés communistes démontrent, avec ces trois lois examinées le 28 mai, la possibilité et l'efficacité de réponses politiques, en écho avec l'opinion et les mouvements sociaux.. Elles seront soumises au vote des parlementaires. Intervenons auprès de chaque député pour qu'il prenne ses responsabilités et vote ces lois.

PROPOSITIONS DE LOI N°1 (résumé)

Mesures urgentes de justice sociale en faveur de l'emploi, des salaires et du pouvoir d'achat.

Art.1 : Modification de la définition du licenciement économique pour exclure notamment de ce champs les entreprises qui ont dégagé des bénéfices, constitué des réserves, distribué des dividendes ou reçu des aides publiques.

Art.2 : Renchérissement du coût du licenciement pour éviter le recours abusif

Art. 3 : Droit pour les salariés de saisir le juge des référés en cas de licenciement jugé abusif

Art. 4 : Suppression des allègements de cotisations et d'exonérations d'impôts sur les heures supplémentaires pour favoriser la création d'emplois.

Art. 5 : Fixation du SMIC à 1600 euros brut avant la revalorisation du 1er décembre pour répondre aux besoins, relancer la demande et lutter contre la financiarisation de l'économie

Art. 6 : et 7 : Pour renforcer les pouvoirs des salariés et la négociation salariale à l'entreprise, réunion d'une Conférence annuelle sur les salaires et suppression des exonérations de cotisations patronales pour les employeurs qui ne rendent pas conclusive la négociation salariale annuelle

Art. 8, 9, 10 et 11 : Renforcement de l'indemnisation du chômage partiel, de l'Allocation solidarité et abaissement de l'âge ouvrant droit au RSA
Art. 12, 13 et 14 : Suppression des franchises médicales, revalorisation des critères sociaux des bourses et affaiblissement des crédits revolving

Art. 15 : Financement de ces mesures

PROPOSITION DE LOI N°2 (résumé)

Promouvoir une autre répartition des richesses

Titre 1 : Suppression du bouclier fiscal, rétablissement de la progressivité de l'impôt sur le revenu et augmentation progressive de l'impôt sur les grandes fortunes

Titre 2 : Suppression des paradis fiscaux

Titre 3 : Encadrement de la rémunération des dirigeants d'entreprise notamment par son indexation sur le salaire minimum de l'entreprise et transparence de celles-ci, interdiction des stockoptions, des parachutes dorés et limitation à deux des participations aux Conseils d'administration

Titre 4 : création d'un pôle public national du crédit associant l'État, la Caisse des dépôts et les établissements bancaires qui favoriserait l'investissement productif dans la formation, la recherche et la création d'emplois de qualité

PROPOSITION DE LOI N°3 (résumé)

Statut de la société privé européenne et services sociaux d'intérêt général dans l'Union européenne

Art. Unique : Pour contrer la directive Bolkstein, cette proposition vise reconnaître au niveau européen la spécificité des services publics et sociaux et à affirmer l'obligation de respecter les législations nationales en matière de droit du travail

ECONOMIE & POLITIQUE

revue marxiste d'économie

Comme elle l'avait fait en 2005 à l'occasion du référendum, dans le cadre de la campagne pour les élections européennes *Economie et Politique* publie une plaquette de **24 pages qui sera disponible à partir du 12 mai**. Celle-ci conjugue à la fois le besoin d'une critique du contenu de la construction européenne actuelle et le besoin d'une alternative à celle-ci sur 5 grands thèmes :

1 - Les défis de la construction européenne entre les défis nationaux et les défis mondiaux

2 - Objectifs sociaux – modèle social

Sécurisation de l'emploi et de la formation, RGPP, salaires revenus : smic européen, minima sociaux, protection sociale, Europe sociale, retraites, santé, services publics/entreprises publiques, le défi écologique, enseignement supérieur recherche éducation, Processus de Bologne et formation continue pour toutes les générations, encart immigration, encart égalité hommes femmes.

3 - Les moyens financiers et la question des critères

Politique monétaire/crédit (du local au mondial), fiscalité, pacte de stabilité.

4 - Les pouvoirs, droits des salariés, politiques – institutions

Changer les pouvoirs dans les institutions, pouvoirs d'intervention dans les entreprises, les services publics et les bassins, -les multinationales/ politique industrielle/ Europe.

5 - Enjeux internationaux de la construction européenne du militaire à civilisation

Protection/protectionnisme, le défi de l'OTAN et des forces armées européennes, Armement/désarmement, Euro Méditerranée, Turquie, Chine/émergents, Amérique Latine, Services publics et Biens communs de l'humanité (alimentation et PAC), Union européenne et instances mondiales.

-Conclusion : Un outil pour nos luttes, pour que les salariés s'en saisissent pour autre Europe, un nouveau monde de paix, de coopération et de co- développement.

Cette plaquette vise à donner à tous, sous une forme accessible et rassemblée, l'essentiel de nos critiques et surtout nos propositions portant des choix de société alternatifs et cohérents pour la France et pour l'europe.

Son prix est de 2€

.....**Bon de commande**.....

Fédération :

Adresse :

Code postal :**Ville :**

Nombre d'exemplaires :**Règlement :**

A retourner à Economie et politique :

2 place du colonel Fabien 75019 Paris - Rédaction : ☎01.40.40.13.83 - Administration : ☎01.40.40.13.47 - 01.40.40.13.95

site : ; mel : ecopo@club-internet.fr

Sarl au capital de 17 360 € - CCP. Paris 17 480 09R - RC - Paris 59 B 1847 - URSSAF 758 48 0031669 001
011- Siret 592 018 477 000 30 - code APE 221 E